

## **Bientôt un label « bio » au fronton des stations-service**

### **La Tribune**

Comme les yaourts, le linge de maison ou les produits ménagers, le plein de la voiture pourra bientôt être estampillé « bio »... ou presque. Bruxelles veut encourager la création de labels de durabilité pour les biocarburants, ces substituts du pétrole produits à partir de colza, tournesol, canne à sucre, huile de palme et autres matières végétales, dont la combustion émet relativement moins de carbone. Le commissaire à l'Énergie Günther Oettinger a appelé jeudi de ses vœux un « logo qui puisse être apposé sur les stations-service ». Il présentait un nouveau « régime européen de certification des biocarburants ».

À l'heure actuelle, les Européens achètent en moyenne 3 litres de biocarburant pour 97 litres de carburant traditionnel. Mais ils se sont fixé un objectif de 10 litres en 2020. La France, l'Allemagne et la Suède sont de loin les pays les plus en pointe, avec une part de marché des biocarburants de 5 à 6 %.

#### Rassurer les sceptiques

Le but du label est de stimuler la demande, mais surtout, de rassurer les sceptiques. Les organisations de défense de l'environnement reprochent aux biocarburants d'encourager le changement d'affectation des sols, donc de réduire les cultures vivrières et de contribuer à la crise alimentaire, ou d'accélérer la déforestation et l'assèchement des marais, particulièrement dans les pays du Sud qui fournissent l'essentiel du marché européen.

La certification doit pallier ce problème. Elle « exclut expressément que les forêts puissent être converties en plantations pour la production d'huile de palme », souligne notamment la Commission. Il faut que la « puissance des consommateurs rende la certification incontournable » et que « la durabilité devienne une condition sine qua non pour les importateurs », a indiqué jeudi Günther Oettinger.

Mais le système apporte aussi de la « flexibilité » à la filière, selon l'European Biodiesel Board (EBB). Les producteurs, y compris hors de l'Union européenne, pourront développer leur propre schéma de certification, le faire valider par la Commission et ensuite faire appel à un organisme indépendant pour le contrôler, sans avoir à attendre la négociation d'un accord bilatéral entre, par exemple, Bruxelles et Brasilia. En Europe, l'Allemagne est déjà en pointe sur ce nouveau marché de la certification avec un système lancé cette année sous la marque ISCC (International Sustainability and Carbon Certification).

En dépit du volontarisme de Bruxelles, l'industrie des biocarburants se sent lésée par rapport aux pétroliers, qui exercent selon elle une influence excessive sur les travaux de la Commission. Actuellement, seuls les biocarburants qui permettent un gain en émissions de gaz à effet de serre de 35 % sont promus. Or les émissions des carburants fossiles sont, selon l'EBB, « sous-évalués ». « Par effet miroir, nos propres émissions se trouvent surestimées », explique-t-on à l'EBB qui a demandé, en vain, à être associé aux travaux techniques.